

Pour répondre mieux aux nouveaux enjeux de la société, les CCI se sont engagées dans un grand mouvement de modernisation, afin d'offrir de meilleurs services aux entreprises à l'horizon 2020. Ces débats se clôtureront à Paris, le 9 décembre prochain.

En attendant, la CRCI Bretagne et la CCI de Rennes ont organisé, le 24 juin, l'une des onze rencontres prévues, autour du thème de l'innovation et la compétitivité.

Prochains rendez-vous : Lyon en septembre, puis Dôle, Arles, Deauville, Pau et Lille en octobre. Les CCI débattent alors autour de l'intelligence économique, de l'internationalisation de l'économie, ou encore de la création, transmission et développement de l'entreprise. Pour appuyer le débat, des sondages ont été à chaque fois lancés

par le président de la CCI de Rennes, « la modernisation de l'organisation du réseau consulaire se fait déjà depuis 15 ans, de manière silencieuse... Mais une nouvelle réflexion n'est pas de trop dans un contexte où la loi de modernisation de l'économie prévoit des regroupements de certaines chambres. « On va passer de 161 CCI locales à 120 avant 2010 », ajoute Guy Canu.

#### Regrets sur l'absence d'une CCI départementale

Le regroupement des CCI de Saint-Malo et Fougères en est un exemple. Une modification de l'organisation consulaire qui, pour Guy Canu, « n'implique rien pour Rennes. Je regrette simplement que le regroupement ne soit pas départemental ».

V.M.

#### ment a plongé toute une équipe dans le désarroi.

« Tout le monde est surpris : l'État, la Région, nous-mêmes ». Jean-Claude Germain ne s'attendait pas à une telle nouvelle. Le mois dernier, le président du pôle de compétitivité Automobile haut de gamme a en effet eu la désagréable sensation de se retrouver à l'école, au moment où l'on promulgue les résultats du bac. Mais pas dans la peau de celui qui est reçu. Plutôt dans celle de l'élève apprenant qu'il doit passer par le rattrapage.

En novembre dernier, le gouvernement diligentait une évaluation des 71 pôles français. Objectif : dresser un état des lieux du dispositif et réorienter la politique si besoin est. Cette étude, réalisée par les cabinets Boston Consulting



● Jean-Claude Germain, président du pôle Automobile haut de gamme

Group et CM International, classe les pôles en trois catégories : ceux qui ont atteint les objectifs de la politique des pôles, ceux qui ont

#### « Quelque chose de très violent »

Bonne nouvelle pour trois de leurs quatre priorités, Mer Bretagne et Réseaux) se classent bons élèves. En revanche, le haut de gamme, lui, se retrouve en milieu de classe, vraie mauvaise surprise.

« C'est audité à été que de très violent pour nous, très mal vécu par les acteurs et surtout pour la dynamique que nous avons mise en place au sein de la structure », confie Bernadette, directrice générale. « Si elle admet qu'elle n'a pas accordé assez de ressources à ce développement de cet axe, elle trouve son ver-

## Commandes publiques. Inciter les PME à se lancer

**Répondre à un appel d'offres public, pour une PME, c'est possible. Voici le message que délivrent l'ordre des experts-comptables et son partenaire Oséo.**

L'Ordre des experts comptables de Bretagne est allé à la rencontre des PME lors de réunions à Brest et Rennes, début juin. Objectif de ces premières "Rencontres de la commande publique" : aider les petites et moyennes entreprises à répondre aux appels d'offres des marchés publics. Acheteurs publics et PME ont ainsi été mis en relation pour échanger. Il faut dire que « peu de PME investissent dans ce domaine, indique Jérôme Poingt, secrétaire général de l'Ordre des experts comptables de Bretagne. Or, ce sont de vraies perspectives de développement pour elles. Il faut donc créer un réseau qui faciliterait l'accès des PME à la commande publique ».

Or, les solutions existent, et les experts comptables entendent informer qu'ils sont là pour aider à remplir les dossiers, en délivrant notamment une méthodologie, puis en accompagnant à trouver des solutions de financement.

Pour appuyer leur démarche, les experts comptables ont édité un guide opératoire sur "la réponse des PME à la commande publique" (en version CD et téléchargeable sur Internet). Une réponse complète pour savoir comment identifier et sélectionner les appels d'offres, comment y répondre concrètement, etc.

#### Trop d'appels d'offres restent infructueux

Voilà qui devrait sensibiliser les PME à ces marchés, d'autant que les collectivités ont de plus en plus de besoins en ces domaines. « Or, trop d'appels d'offres restent infructueux actuellement, même pour des petits lots », insiste Agnès Bricard, présidente du Club Secteur Public. De plus, pour faciliter leur gestion, les services publics vont externaliser de plus en plus. Il y a donc là une opportunité intéressante pour les PME qui réussiront à franchir le pas de leur premier appel d'offres.

V.M.

Guide pratique à télécharger sur [www.secteurpublic.asso.fr](http://www.secteurpublic.asso.fr)

#### Un guide téléchargeable

C'est dans cette optique que les experts comptables vont aux devants des PME, afin de les débarrasser de leurs préjugés. « Elles pensent que répondre à un appel d'offres est compliqué, qu'elles vont avoir des difficultés à être payées », précise Pascal Levené, vice-président de l'Ordre des experts comptables d'Ille-et-Vilaine.

#### CONSEIL RÉGIONAL. NOUVEAU DIRECTEUR DE CABINET

Yvan Le Mével a été nommé directeur de cabinet du conseil régional de Bretagne, auprès du président Jean-Yves Le Drian. À 47 ans, il succède à Dominique Le Tallec, qui devient, lui, directeur de cabinet de la ville de Rennes et de Rennes Métropole. Yvan Le Mével, géographe de formation, était auparavant directeur de cabinet adjoint au conseil régional.

#### MEITO. MISSION SPÉCIALE SUR LE SALON ELECTRONICA

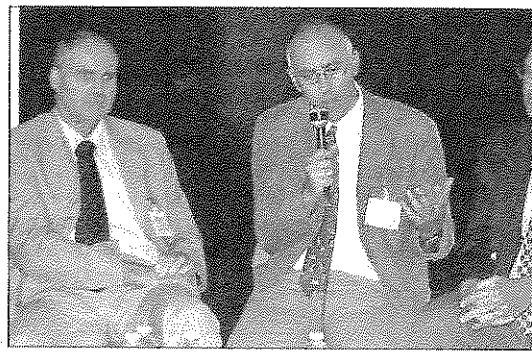
Le salon Electronica, leader mondial des composants, systèmes et applications électroniques se tiendra à Munich les 12 et 13 novembre prochains. À cette occasion, Bretagne International et la Meito organisent une mission spéciale de prospection commerciale et de veille technologique, en proposant une formule de participation tout compris : 1.200€ avec le vol, l'hébergement, l'entrée au salon, l'accompagnement et trois rendez-vous sur mesure qualifiés avec des exposants du salon. [www.meito.com](http://www.meito.com)

## Autéo. Les fournisseurs doivent aux mutations de la filière auto

**Face à la profonde mutation que connaît la filière automobile mondiale, Autéo veut sensibiliser les fournisseurs de rang 2 à la mise en place de stratégies d'entreprise performantes.**

Créée en janvier 2008 pour succéder à Performance 2010, l'association Autéo a pour objectif de « booster la performance des entreprises de la filière automobile de l'Ouest ». Dans ce but, elle organisait un colloque en juin dernier sur les nouveaux enjeux stratégiques pour ces entreprises. L'occasion de partager les expériences pour progresser.

La rencontre était d'autant plus importante que la filière connaît actuellement de profondes mutations.



● Daniel Lafranche, président d'Autéo ; Bruno Legout, de Cetim Evénat, du groupe Estar System.

#### Innover et s'allier face à la concurrence mondiale

Les fournisseurs doivent en effet s'adapter très rapidement, notamment en terme de savoir-faire. Une

nouvelle manière de travailler s'explique notamment par la concurrence mondiale dans le domaine de la fourniture de pièces et de la délocalisation.

## Transport routier. La grogne contre

**Le texte de loi sur l'écotaxe, imaginée lors du Grenelle de l'environnement, pour le transport routier de marchandises devrait être examiné par le parlement à l'automne. Chambres consulaires et représentants du monde économique breton estiment le projet injuste.**

**Entretien avec le Finistérien René Legrand, président régional de la Fédération nationale des transports routiers.**

**L'écotaxe prévoit une taxation du réseau routier non concédé, voies express et grandes nationales. À combien sont évaluées les recettes en France ?**

À un milliard d'euros par an. Elles seront censées alimenter l'AFIT (Agence de financement des infrastructures de transport) pour favoriser le report modal notamment

entre la route et le fer.

#### Pour vous, c'est une hypocrisie ?

J'aimerais qu'on pose quelques chiffres. Le TGV Ouest entre Le Mans et Rennes va coûter quelque 11 milliards d'euros. On nous dit que pour un véritable report modal, il faut de nouveaux réseaux ferrés. Quand on sait ce que ça coûte... On se dit que l'écotaxe ne suffira pas à financer le report modal. Alors ne parlons pas d'écotaxe, mais de taxe !

Je suis sûr que le ferroviaire ne bénéficiera pas d'un seul euro.

#### En Bretagne, l'écotaxe concerne combien de kilomètres de voies ?

1.200. Sont concernés, les axes Brest-Rennes, Quimper-Nantes, Brest-Quimper, Lorient-Rennes, Vannes-Ploërmel, Lorient-Roscoff, Saint-Brieuc-Vannes. Sans compter Avranches-Nantes... La contribu-

tion de la Bretagne à nationale est évaluée à 30 % du total. Global Bretons vont verser 3 milliards d'euros par an. C'est hors de question !

#### À combien l'augmentation du prix du transport est-elle évaluée ?

L'écotaxe conduirait à une augmentation du prix du transport de 16 %. Dans le cas où le fait qu'un seul trajet peut être évité... Prenons l'exemple de l'assembleur comme SDV ou Fleetguard. Des gagnants et des perdants. Ils vont perdre deux fois. Une fois pour les produits en Bretagne et une fois pour les faire passer ailleurs.

Aussi, l'économie bretonne va mobiliser pour signer un accord. Pas seulement les transporteurs. Car ils vont répercuter les coûts aux industriels qui eux-mêmes